Robin Philpot

DERRIÈRE L'ÉTAT DESMARAIS: POWER



DERRIÈRE L'ÉTAT DESMARAIS: **POWER**

© 2014 Robin Philpot et Livres Baraka inc.

Deuxième édition. La première édition de ce livre, publiée par Les Intouchables, a paru en 2008.

ISBN pbk 978-1-77186-008-6 ; epub 978-1-77186-009-3 ; pdf 978-1-77186-010-9 ;
mobi/kindle 978-1-77186-011-6

Dépôt légal 2014
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Québec

Livres Baraka inc.
6977, rue Lacroix
Montréal (Québec)
H4E 2V4

Distribution et commandes :
514 808-8504
info@barakabooks.com

Photo de la couverture : Jacques Nadeau
Photo de la 4e de couverture: Robin Philpot
Couverture : Folio infographie

Photos : Robin Philpot p. 24, 36 ; Jacques Nadeau, p. 126 ; Service des communications de la FTQ, p. 138

Tous droits réservés pour tous les pays



Les livres Baraka remercie la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour son soutien financier ainsi que le gouvernement du Québec pour son Programme de crédits d'impôt pour l'édition de livres.



Les livres Baraka reconnaît l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada et du Conseil des arts du Canada pour ses activités d'édition.

Robin Philpot

DERRIÈRE L'ÉTAT DESMARAIS: **POWER**



Baraka
Montréal

Le groupe Desmarais-Power occupe une position dominante pour influencer l'orientation constitutionnelle, économique et sociale de l'État québécois actuel et futur.

Pierre Godin, 1972

Mais aujourd'hui, (…) c'est l'État Desmarais.

Jacques Parizeau, septembre 1995

Remerciements

L’auteur tient à remercier toutes les personnes qui ont accepté de s’entretenir avec lui de l’État Desmarais, de manière anonyme ou à visage découvert. Leur concours a été indispensable. Des remerciements sont adressés également à certains bibliothécaires pour leur capacité à dénicher des livres, des documents, des articles de journaux et des citations de même qu’à plusieurs amis et militantes pour leurs conseils judicieux et le temps qu’ils ont consacré à la relecture et aux suggestions. De plus, sans le travail rigoureux et parfois ingrat des biographes de grands acteurs politiques québécois, notamment Daniel Johnson père, René Lévesque et Jacques Parizeau, il aurait été très difficile d’écrire ce livre. Mais sans l’appui patient mais indéfectible de la famille, ce livre ne serait encore qu’une idée dans la grande liste sous la rubrique : À FAIRE.



Photo de la couverture : Le premier ministre du Québec, Jean Charest, et le ministre des Finances, Raymond Bachand, sont tout ouie devant Paul Desmarais fils lors de la Conférence de Montréal, le 12 juin 2012 pendant que la grève étudiante battait son plein au Québec. (Photo : Jacques Nadeau)

INTRODUCTION

Pourquoi l'État Desmarais ?

Quand l'argent parle, la vérité se tait.
Proverbe

Un livre sur l'État Desmarais s'impose depuis belle lurette. On se demande même pourquoi il y a eu si peu d'écrits et si peu d'analyses à ce sujet, compte tenu surtout des positions tranchées de cette famille contre la souveraineté du Québec et pour l'unité canadienne, coûte que coûte. Cet empire est reconnu pour être en mesure de faire et de défaire des gouvernements québécois et canadiens, et ce, depuis bientôt 40 ans. La journaliste économique de droite Diane Francis, qui l'aime beaucoup d'ailleurs, dit que Paul Desmarais est l'homme d'affaires qui a le plus de pouvoir politique au Canada. Parmi les milliers d'essais publiés au Québec depuis des années, il n'y a rien sur l'empire politico-financier dirigé par les Desmarais, père et fils. Au plus, on trouve des critiques voilées, des commentaires lancés prudemment et avec circonspection, parfois avec un sourire en coin, le message étant qu'on ne peut en dire davantage sans prendre de risque. Le seul livre sur Desmarais-Power est une hagiographie écrite en 1987 par un journaliste économique de Calgary, feu Dave Greber, intitulée *Rising to Power (Paul Desmarais : un homme et son empire).*

Le doyen du journalisme politique et du monde des affaires au Canada, Peter C. Newman, lui a consacré environ 60 pages de son livre *L'Establishment canadien, ceux qui détiennent le pouvoir.* Mais

non sans peine. Même si Peter C. Newman est considéré comme chantre officiel de l'élite des affaires au Canada, peu avant la parution en 1975 de ce livre sur l'*establishment*, il s'est vu menacer d'une poursuite-bâillon de Paul Desmarais qui, selon *The Gazette*, « n'a pas aimé ce que Newman a[vait] écrit sur le traitement de quelques actionnaires minoritaires d'un *holding* ». Paul Desmarais a mandaté l'avocat J. J. Robinette de Toronto pour demander une injonction visant à empêcher la publication du livre. Les deux sources citées par Newman, gouverneurs de la Bourse de Montréal, auraient « pris le bois » et l'éditeur, McClelland and Stewart, l'un des plus importants au Canada, a été obligé de cacher le paragraphe désobligeant à l'aide d'un autocollant dans chacun des 75 000 exemplaires. Dans un autre livre, Newman a consacré un chapitre à Desmarais qu'il a servilement intitulé « King Paul ».

Par ailleurs, rarement entend-on, même de la bouche des porte-parole du mouvement souverainiste, des analyses froides et percutantes du rôle politique de Power Corporation au Québec et au Canada et, encore moins, des propositions de politiques pour y faire face. On peut même se demander si notre incapacité ou notre refus d'aborder de front ce pouvoir démesuré et quasi occulte et de prendre les moyens pour le surmonter n'explique pas en partie l'impasse politique dans laquelle se trouve le mouvement indépendantiste québécois.

Le concept de « l'État Desmarais » n'est pas nouveau ni l'idée selon laquelle cet « État » représente un obstacle important pour la collectivité québécoise. Déjà en 1973, Pierre Godin a publié un livre remarquable intitulé *L'information-opium : une histoire politique* du journal *La Presse* dans lequel il nous mettait en garde contre les périls de la grande promiscuité qui caractérisait les relations entre les dirigeants de Power Corporation et le gouvernement du Québec de l'époque dirigé par Robert Bourassa. « De nos jours, écrivait-il, à l'ère de la domination sociale des firmes privées totalitaires, dont la puissance est telle qu'elles constituent l'État véritable (exemple : Power Corporation et le gouvernement Bourassa), la presse est

devenue l'outil du pouvoir économique comme elle avait été celui du pouvoir politique. »

Quand Pierre Godin a écrit ces mots, lui et d'autres prévoyaient que le Québec serait indépendant dans un proche avenir. Aussi, un peu plus loin, il s'est posé la question :

> Advenant l'indépendance du Québec, les pouvoirs réunis dans les mains de Desmarais seraient alors colossaux. On peut se demander qui, du groupe politico-financier encadrant Desmarais ou de l'État québécois, serait le véritable maître de cette nouvelle nation de 6 000 000 de citoyens ? Le groupe Desmarais-Power occupe une position dominante pour influencer l'orientation constitutionnelle, économique et sociale de l'État québécois actuel et futur. Le gouvernement Bertrand (Jean-Jacques) craignait ce nouvel État dans l'État. Sa célérité à créer une enquête sur la liberté de la presse en fut une indication.

Le gouvernement Bertrand a justement mis sur pied une commission de l'Assemblée nationale pour enquêter sur la concentration des entreprises d'information à la suite d'une motion du député de Gouin, Yves Michaud, déposée le 5 décembre 1968. La résolution portait principalement sur les risques que représentait l'accumulation du pouvoir par le groupe Desmarais-Power. Nous y reviendrons, mais la citation ci-dessous démontre que déjà, il y a 45 ans, l'Assemblée nationale – qui s'appelait encore l'Assemblée législative – considérait que « l'État Desmarais » était un sujet d'actualité brûlant. Le serait-il moins aujourd'hui alors que le groupe Desmarais-Power est certainement 20 fois plus puissant qu'il ne l'était à la fin des années 1960 ?

Après avoir énuméré les médias contrôlés par Desmarais, le député Yves Michaud a demandé aux parlementaires d'agir d'urgence pour empêcher que la plus vaste opération monopolistique jamais entreprise sur le territoire québécois ne se réalise dans le domaine névralgique de l'information :

> En faut-il davantage pour marquer le caractère grave d'une situation qui, si elle n'est pas l'objet d'un examen détaillé, scrupuleux et attentif – tel que le permettent nos règlements – de la part des élus du peuple

> et des responsables de l'État, risque d'abandonner dans les mains d'une oligarchie financière, une puissance plus grande que celle de l'État, une force éventuellement capable de contrecarrer les volontés des élus du peuple et de l'exécutif? Situation grave, poursuivait le député Yves Michaud, mais également urgente parce que le journal *Le Devoir* [...] révélait que le groupe Gelco-Trans-Canada [groupe dirigé par Paul Desmarais qui prendrait le contrôle de Power Corporation] tente d'acquérir à l'heure actuelle, au moment où je vous parle, le journal *Le Soleil*, dont le tirage est de plus de 175 000 exemplaires et le quotidien *Le Droit* d'Ottawa, qui a un tirage de 45 000 exemplaires.

Les députés à l'Assemblée nationale ainsi que toute la population du Québec avaient bien raison de craindre l'opération monopolistique que Paul Desmarais était en train de réaliser au Québec. En effet, au début de 1968, Claude Frenette, adjoint de Paul Desmarais, qui s'apprêtait justement à prendre le contrôle de Power Corporation, a décrit en détail la stratégie de l'entreprise et d'un groupe de libéraux puissants pour damer le pion au mouvement souverainiste et particulièrement à René Lévesque. Il s'est confié à un agent américain du nom de E. C. Bittner, qui a fait part de ces confidences dans une dépêche intitulée « *Quebec Separatism and the Liberal Leadership Race* » (« Le séparatisme au Québec et la course à la direction du Parti libéral »). Selon la dépêche datée du 3 janvier 1968, Claude Frenette a dit : « Power Corporation a l'intention d'utiliser le réseau de télévision et de presse qu'elle contrôle au Québec pour aider à battre le séparatisme à l'aide d'opérations de propagande subtiles. » Par ailleurs, selon Claude Frenette,

> Le Parti libéral avait établi un comité secret pour battre le séparatisme au Québec. Le comité, qui comprenait les ministres fédéraux du Québec tels que [Jean] Marchand, Trudeau et [Maurice] Sauvé, avait adopté un plan à plusieurs volets... pour discréditer les tendances séparatistes des états généraux lourdement influencés par la Société Saint-Jean-Baptiste, et [que] le comité avait infiltré la récente conférence des états généraux [...] [qu']il l'avait incitée à prendre une position tellement radicale au sujet du séparatisme qu'elle serait incroyable.

Claude Frenette a décrit aussi comment le comité entendait marginaliser René Lévesque. Deux semaines après l'envoi de cette dépêche, Claude Frenette a été élu président de l'aile québécoise du Parti libéral fédéral en vue du congrès au leadership et, dans les bureaux mêmes de Power Corporation, avec Pierre Trudeau, il a établi le plan qui mènerait celui-ci à la direction du Parti libéral et au poste de premier ministre du Canada le 25 juin 1968.

Les Desmarais ont mis environ 30 ans pour mettre la main sur *Le Soleil* et *Le Droit*, mais ils y sont parvenus en novembre 2000, avec en prime *Le Quotidien* de Chicoutimi, ce qui a porté à 70 % leur contrôle de la presse écrite au Québec. Si la situation décrite par Yves Michaud en 1968 était grave, ne faudrait-il pas conclure qu'elle est devenue catastrophique depuis 2000 ? Catastrophique d'autant plus que, au moment même où Power Corporation mettait la main sur *Le Soleil*, *Le Droit* et *Le Quotidien*, Radio-Canada et *La Presse* commençaient à mettre en œuvre une entente de collaboration secrète. Est-ce un hasard ou le fruit d'une stratégie mise au point méticuleusement dans les hautes sphères de la politique canadienne ?

Les leaders souverainistes ont toujours éprouvé des difficultés à naviguer autour de l'armada Desmarais. Même si celle-ci n'a jamais dissimulé sa volonté de faire faire naufrage au mouvement d'émancipation du Québec, il semble que la politique des porte-parole souverainistes a consisté généralement à éviter de la prendre de front de crainte d'essuyer des tirs de barrage trop forts. À cette règle surgit au moins une exception remarquable : le discours de Jacques Parizeau de fin septembre 1995 à un mois du référendum du 30 octobre. Dans ce discours prononcé devant les militants du Parti québécois, l'ancien premier ministre a posé le problème dans toute son ampleur et avec la perspective historique nécessaire :

> Il est devenu de plus en plus clair que le NON représente aujourd'hui des forces qui, à travers notre histoire récente, ont voulu garder le Québec en arrière, ont voulu garder le Québec petit. Le camp du NON s'est transformé sous nos yeux. Il est devenu le club des milliardaires, le club des privilégiés, arrogants et menaçants. Avant, c'était la Brinks

> et la Sun Life qui disaient aux Québécois de s'écraser. Aujourd'hui, c'est la Standard Life et Laurent Beaudoin. On a vu leur chef de file, cette semaine, sortir de l'ombre : Monsieur Paul Desmarais, le président de Power Corporation.
>
> Car il faut se rendre compte : il y a quelques années, sous Robert Bourassa, on avait au Québec l'État Provigo. C'était pas mal, c'était sympathique, un coup de chapeau à l'entrepreneurship québécois, qui entrait dans l'arène politique.
>
> Mais aujourd'hui, avec Jean Chrétien et Daniel Johnson, le NON, c'est l'État Desmarais. Desmarais, qui n'a pas investi un seul million au Québec depuis 10 ans. Desmarais, qui fait fortune ici, mais qui a utilisé ses profits réalisés au Québec pour investir massivement à l'étranger. Desmarais, que l'ancien employé, Daniel Johnson, remerciait cette semaine – remerciait – pour sa décision courageuse d'avoir gardé son siège social au Québec ces dernières années. Desmarais, qui avait propulsé la carrière politique de Pierre Trudeau, puis celle de Jean Chrétien.
>
> Aujourd'hui, cette entreprise est au cœur du camp du NON. Le vice-président de Paul Desmarais et ancien chef de cabinet de Jean Chrétien, John Rae, est un des principaux stratèges du camp du NON. Le seul emploi que Daniel Johnson ait jamais occupé dans sa vie fut d'être le conseiller de Paul Desmarais. Son ami Paul Martin est un ancien employé de Paul Desmarais. Et, bien sûr, aux réunions familiales des Desmarais, il y avait Jean Chrétien.
>
> Pour Jean Chrétien et Daniel Johnson, ceux qu'il faut écouter et obéir, ce ne sont pas les Québécoises et les Québécois, ce ne sont pas les représentants dûment élus, c'est la famille Desmarais. Alors, ne vous étonnez pas, samedi prochain : Jean Chrétien a invité à Montréal le premier ministre chinois Li Peng. Il lui a organisé un beau programme. Il lui a organisé une rencontre privée : pas avec le président de la Banque Nationale, d'Hydro-Québec ou de Cascades, pas avec le ministre québécois du Commerce extérieur ou le maire de Montréal, mais avec la famille Desmarais.

Toutes les bonnes questions sont soulevées dans ce discours. Jacques Parizeau a déploré l'absence d'investissement au Québec par les Desmarais tout en rappelant que c'est au Québec qu'ils ont fait fortune. En effet, comment Paul Desmarais s'est-il enrichi ? Nous le savons pour les Péladeau, nous le savons pour les

Bombardier-Beaudoin, mais le savons-nous pour les Desmarais ? Quel a été le rôle de l'État dans cet enrichissement ? Quelles sont les dettes cachées de Paul Desmarais ?

L'ancien premier ministre a parlé des millions dont Paul Desmarais n'avait pas investi un sou au Québec depuis 10 ans. C'était en 1995. En fait, 10 ans plus tôt, en 1985, on estimait la fortune personnelle de Paul Desmarais père à environ 500 millions de dollars. Or, en 2008, on l'estime à près de 5 milliards de dollars, soit 10 fois plus importante. Peut-on dire la même chose aujourd'hui qu'en 1995 au sujet des investissements de Power au Québec ?

Autre question soulevée par ce discours : les relations privilégiées des Desmarais avec les dirigeants politiques au Québec et au Canada. Est-ce que les Desmarais passent encore devant l'État québécois et ses représentants, devant le peuple québécois ? Et comment s'établissent ces relations privilégiées ? Quel en est l'effet sur la vie politique, économique, culturelle et sociale ? Alors que, en 1995, on parlait des Jean Chrétien, Paul Martin et Daniel Johnson, en 2008, ces derniers ont fait place aux Jean Charest, Stephen Harper, Stéphane Dion, Bob Rae et autres Nicolas Sarkozy. Et en 2014, s'y ajoutent Justin Trudeau et Pauline Marois.

Monsieur Parizeau a également pris la peine de parler de John Rae, qui est au service de Power Corporation depuis 1971 et qui a remplacé Claude Frenette, celui qui se vantait que Power utilisait son réseau médiatique pour faire de la propagande. John Rae, qui a été l'organisateur de Jean Chrétien lors des élections de 1993, de 1997 et de 2000. John Rae, que le commissaire Bernard Grenier, de la commission d'enquête sur Option Canada, a pudiquement qualifié de « bénévole du Parti libéral du Canada » au sein d'un sous-comité du Comité pour le NON au référendum de 1995. Le même John Rae qui nous a déclaré sans broncher que le *love-in* du 27 octobre, trois jours avant le référendum, était le fruit de la « conception immaculée et de la combustion spontanée », que l'argent n'y était pour rien, tout en affirmant d'un ton sévère : « *It was profoundly important for us to prevail* » (« Il était primordial

que nous vainquions»). Nous savons que John Rae a fait déchiqueter, dans les bureaux de Power Corporation, peu après le référendum, environ 30 boîtes de documents qui portaient, entre autres, sur les dépenses effectuées pendant la période référendaire. Des pages et des pages de listes de personnes qui ont donné de l'argent pour la campagne du NON, talons de chèques et autres documents intéressants.

D'où la question très pointue: pourquoi les Desmarais n'ont-ils jamais embrassé l'idée de la souveraineté du Québec?

Jacques Parizeau a soulevé aussi le point qui, aujourd'hui, hante presque tous les pays: ces multimilliardaires qui jouent un rôle prépondérant et totalement disproportionné dans la vie politique, souvent au-dessus des autorités élues, alors qu'ils n'ont aucune assise démocratique, leur seule source d'autorité étant la fortune qu'ils ont amassée.

* * *

Un mot s'impose sur la méthodologie utilisée pour produire ce livre et sur le plan qui en découle. Il s'agit d'un essai politique sur le rôle d'un homme, de sa famille et de son entreprise durant près d'un demi-siècle. Comme Paul Desmarais et ses fils sont extrêmement secrets, refusant d'accorder des entrevues sauf à de très rares occasions et, le cas échéant, avec des conditions inacceptables, nous avons recouru principalement à des sources documentaires, dont les références sont regroupées à la fin du livre par chapitre.

Par ailleurs, vu le grand nombre de personnes qui ont préféré garder l'anonymat, nous avons choisi d'y faire référence seulement pour compléter ou enrichir les informations obtenues des sources documentaires. Il est même étonnant de constater le nombre de personnes ayant demandé de conserver l'anonymat pour parler de Paul Desmarais, même des gens qui n'ont normalement pas besoin de demander la permission à qui que ce soit pour s'entretenir avec un journaliste. Voilà une autre preuve de son pouvoir disproportionné.

En fin de parcours, nous avons demandé une entrevue avec Paul Desmarais en lui soumettant des questions écrites précises soulevées par nos recherches. Cette demande est restée sans réponse. La lettre et les questions sont reproduites en annexe. Malgré le secret cultivé par Paul Desmarais et ses fils, ceux-ci ont quand même pris la parole publiquement à maintes reprises entre 1960 et 2008, de sorte qu'on peut se fier à ce qu'ils ont déjà déclaré au moment même où les événements en question se déroulaient. Notons aussi que les quelques fois où Paul Desmarais a acquiescé à une demande d'entrevue, c'était presque toujours à des journalistes anglophones du Canada. Déjà en 1973, Pierre Godin a signalé l'aura de mystère qu'il cultivait : « Ce qui accroît aussi la méfiance publique envers l'homme, écrit Godin, c'est le mystère dont il s'entoure : on sent sa présence partout, mais on ne le voit nulle part. C'est un homme qui semble craindre la lumière. Heureux le reporter (francophone) qui aura pu obtenir de lui une entrevue personnelle. » Plus de 35 ans plus tard, lui et ses fils craignent encore davantage la lumière. Même les médias et les journalistes qui leur seraient favorables essuient des refus nets. Diane Francis s'est plainte que ni Paul Desmarais ni ses fils ne lui ont accordé une entrevue pour son dernier livre d'encensement des milliardaires, *Who Owns Canada Now*. Même réponse à Konrad Yakabuski du *Globe and Mail* lorsqu'il a fait un grand portrait de la famille Desmarais publié en mai 2006. Le même journaliste du *Globe* s'est dit jaloux du journaliste de l'hebdomadaire français *Le Point* qui a obtenu une entrevue avec Paul Desmarais père. Selon Yakabuski, les fils sont même plus cachottiers que le père. L'émission de Radio-Canada *Les Coulisses du pouvoir*, animée par Daniel Lessard, a essuyé aussi un refus. Et Valérie Lion de l'hebdomadaire français *L'Express* note que Paul Desmarais fils « préfère l'ombre à la lumière ».

Les conditions exigées aujourd'hui par les Desmarais et Power Corporation pour accorder une entrevue sont inacceptables. Le cas de l'interview accordée par Paul Desmarais à l'hebdomadaire français *Le Point* pour le numéro du 26 juin 2008 en est la meilleure

preuve. Cet hebdomadaire, pourtant la propriété de la richissime famille française Pinault qui joue dans les mêmes ligues que les Desmarais en Europe, a dû accepter que les censeurs de Power Corporation en revoient, en corrigent et en réécrivent des pans entiers. Heureusement, nous avons obtenu de source sûre la version originale ainsi que les modifications apportées par les censeurs de Power. Les extraits intéressants inédits de cette entrevue sont ainsi présentés tout au long du livre. Les parties que Power Corporation a voulu supprimer sont en caractères gras.

Nous considérons, par ailleurs, que lorsque de puissants dirigeants d'affaires comme les Desmarais cultivent tant le secret et le mystère et agissent dans l'ombre, ils doivent vivre avec la contrepartie de cette cachotterie, c'est-à-dire que les journalistes vont creuser dans l'ombre, percer le mystère et enfin y jeter de la lumière.

Ce livre n'est pas une biographie ni une histoire de Power Corporation, mais un essai politique. Puisqu'il porte sur une période s'étendant à peu près de 1960 à 2008, la trame générale est chronologique pour la simple raison que cela donne au lecteur des repères et facilite la compréhension. Dans la mesure du possible, cependant, nous présentons toujours une vue d'ensemble, ce qui nous amène inévitablement à passer régulièrement des années 1960 aux années 2000 et vice versa.

CHAPITRE 9
Sociétés d'État à votre service : la Financière Power, Asia Power Group 121

CHAPITRE 10
La poule aux œufs d'or : la Consolidated-Bathurst 127

CHAPITRE 11
Parole, Parole, Parole 139

CHAPITRE 12
L'État Desmarais et les médias : 40 ans de « propagande subtile » et moins subtile 153

CHAPITRE 13
Ce qui est bon pour Power Corporation… 173

CHAPITRE 14
Desmarais, la France et le Québec 187

CONCLUSION 193

ANNEXE I
Lettre de demande d'entrevue de l'auteur à Paul Desmarais 199

ANNEXE II
La promiscuité de Michael Sabia et des Desmarais à Sagard 201

ANNEXE III
Paul Desmarais : un bilan s'impose 205

SOURCES 209

« Robin Philpot, en ne craignant pas de tenter de percer “le secret cultivé par Paul Desmarais et ses fils”, offre une courageuse contribution au débat public. »

Louis Cornellier, *Le Devoir*

Décembre 2013 : lors d'une cérémonie qui ressemblait à des funérailles nationales, devant une télé d'État béatement subjuguée par tant de pouvoir, des grands de ce monde ont chanté à l'unisson les louanges de Paul Desmarais : un grand homme d'affaires qui aurait donné tant au Québec nous a quitté.

Et si on inversait la question : que doivent Paul Desmarais et son empire au Québec ? Tout, répond Robin Philpot.

Dans cet essai d'une actualité brûlante, l'auteur remonte à l'origine de cet empire, qualifié déjà en 1968 d'« État dans l'État », et répond méthodiquement aux nombreuses questions qui circulent au sujet de la famille Desmarais et Power Corporation.

Comment cet empire a-t-il été bâti ? Quel est son rôle économique au Québec, au-delà du mécénat et des journaux de Gesca ? Comment et pourquoi Paul Desmarais a-t-il tissé des relations d'influence étroites avec tous les premiers ministres du Québec et du Canada, sauf René Lévesque et Jacques Parizeau ? Pourquoi les Desmarais n'ont-ils jamais embrassé l'idée de la souveraineté du Québec même s'ils ont subi des rebuffades successives de l'establishment canadien, surtout à Toronto ? Quels sont les intérêts de Power et des Desmarais aujourd'hui ?

Ce livre sur Paul Desmarais et Power est à la fois un condensé de l'histoire québécoise des 50 dernières années et un examen des forces et faiblesses du mouvement souverainiste. Il soulève aussi d'importantes questions sur la nature l'État dont les Québécois auront besoin pour assurer leur épanouissement.

Robin Philpot est écrivain, traducteur et éditeur. Originaire de Thunder Bay, en Ontario, il habite Montréal depuis 1974.

19,95 $

Baraka



ISBN 978-1-77186-008-6

www.barakabooks.com